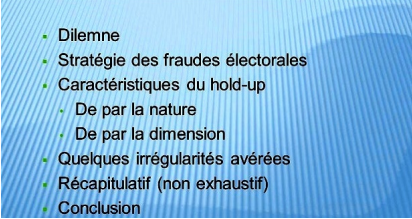


Observatoire de la vie politique
à Madagascar

SeFaFi

Hold-Up Electoral

- 
- Dilemne
 - Stratégie des fraudes électorales
 - Caractéristiques du hold-up
 - De par la nature
 - De par la dimension
 - Quelques irrégularités avérées
 - Récapitulatif (non exhaustif)
 - Conclusion

SeFaFi

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

Observatoire de la Vie Publique

Lot III M 33 K Andrefan'Ambohijanahary, Antananarivo 101

Email : sefafi@gmail.com

Après le hold-up législatif, un hold-up électoral ?

Nombre d'élections tenues à travers le monde, ces derniers temps, n'offraient pas de véritable choix aux citoyens concernés, et leurs résultats étaient largement connus à l'avance. Ce fut le cas à Djibouti, en Chine, en Égypte et en Russie, pour ne citer que les plus médiatisés. Dans ces pays, ceux qui détiennent le pouvoir se font réélire par tous les moyens possibles : candidature unique, exclusion des adversaires potentiels, bouclage des médias publics, muselage de la société civile qualifiée de « dissidente », procès truqués contre les adversaires, manipulation de l'encadrement juridique et mainmise sur l'appareil électoral. Il ne reste plus alors, pour les intéressés comme pour l'opinion internationale, qu'à se prévaloir d'un taux de participation massif. Pour y parvenir, et légitimer la victoire du vainqueur, la palette des moyens destinés à convaincre les gens à se déplacer jusqu'au bureau de vote est sans limites. Citons, entre autres, les croissants et le café offerts dans les bureaux de vote russes, la contrainte du citoyen par l'administration locale égyptienne ou la distribution de billets de banque aux électeurs qui rapportent le bulletin de la partie adverse après le vote.

L'attention accordée au taux de participation signale quand même l'importance, même dans les autocraties, de la légitimité électorale. Car il est toujours préférable, aux yeux du monde, de se faire élire – même avec un pourcentage plus que critiquable – plutôt que de prendre le pouvoir par d'autres moyens. Un semblant de démocratie, même chez les autocrates les plus confirmés, devient alors incontournable. À l'exception d'une poignée de pays tels que la Corée du Nord, l'Erythrée ou les monarchies du Golfe, la voie électorale, ou ses apparences, reste un

passage obligé pour tous les dirigeants.

Dans ces conditions, la question qui se pose à nous, aujourd'hui, est de savoir quelle sera la légitimité électorale issue des élections de la fin de l'année. Seront-elles véritablement crédibles ? Les électeurs auront-ils un vrai choix, sur la base de vrais programmes, ou se détourneront-ils des urnes ? La légitimité viendra-t-elle du bourrage des urnes dans les régions éloignées, pour que soit atteint le seuil fatidique de 40% de participation – qui indiquera aussi que 6 citoyens sur 10 n'auront pas jugé utile d'aller voter ? Ou viendra-t-elle de la manipulation des résultats électoraux, perdus dans le labyrinthe administratif prévu par les lois électorales avant même leur proclamation ? À l'heure où nous écrivons, la question est devenue critique pour l'avenir de notre pays.

L'encadrement juridique des élections

Grâce aux technologies modernes, les citoyens commencent à voir comment les députés s'acquittent de leur double tâche professionnelle : voter les lois et surveiller l'action du gouvernement. La plupart du temps, ces représentants du peuple sont aux abonnés absents, tout en profitant des indemnités et des avantages en tous genres que leur procure leur statut. À l'occasion de la discussion des projets de lois électorales, le citoyen pouvait espérer que se tienne enfin un vrai débat démocratique. Mais là où il s'attendait la mise en place d'un encadrement juridique légitimant les futures élections, il n'a vu que les calculs égoïstes des uns et des autres. La faute en incombe pour l'essentiel au gouvernement qui n'a pas voulu entendre les recommandations et revendications émanant de partout, notamment de la société civile. Sous-estimant son vrai pouvoir, il pensait faire voter sans coup férir des lois qui favoriseraient le(s) candidat(s) du régime. En réalité, les conditions dans lesquelles ces lois électorales ont été votées rendront apparemment très difficiles un encadrement légal incontestable et accepté

par tous, ce qui constitue pourtant le premier ingrédient pour des élections crédibles.

Un choix véritable

Tout en laissant ouvert pour les citoyens le choix de leurs futurs dirigeants, les lois électorales ont toujours posé des conditions d'éligibilité, car certains crimes ou délits peuvent aboutir à priver des citoyens du droit de vote et donc de celui d'être élu. Ainsi, des personnes condamnées pour atteinte à la vie d'autrui ou pour détournement de fonds publics peuvent légitimement être empêchées d'être candidates à une élection présidentielle.

Parmi les candidats potentiels aux élections présidentielles à venir, bon nombre tombent sous le coup de ces chefs d'accusation. Mais certains n'ont jamais été condamnés, d'autres se sont fait discrètement amnistier. Un seul a été condamné par contumace, il y a près de dix ans, sans que le verdict ne lui ait été officiellement notifié – ce qui empêche l'intéressé d'user de son droit de recours pour aboutir à une décision définitive. Il est regrettable que les textes électoraux confirment cette impasse et ne permettent pas de trouver une issue équitable.

Sans pour autant cautionner l'impunité et les manipulations politiques visant à écarter les candidatures indésirables, donnons à chacun la possibilité de défendre son bilan et de présenter ses propositions, et laissons le choix final aux électeurs. En toute hypothèse, il aurait fallu mettre des garde-fous réalistes aux candidatures, faute de quoi nous aurons plus de 50 candidats à la présidentielle !

Quant à vouloir reporter les élections pour instaurer une nouvelle transition, sous prétexte de réconciliation nationale, cela permettrait aux politiciens de s'accaparer le pouvoir et, une fois encore, d'écarter la voix du peuple.

Les élections ne font pas la démocratie, mais elles en constituent un élément essentiel même s'il reste du chemin à faire pour qu'elles deviennent vraiment crédibles. La vraie démocratie ne peut se construire qu'avec un meilleur partage des pouvoirs, une décentralisation effective et un respect inconditionnel des droits humains - exigences qui figurent pourtant dans la Constitution et dans nos lois ! Mais au lieu de discuter des moyens d'y parvenir et des choix offerts par les options électorales, l'opinion publique est détournée vers un véritable cirque organisé soit au sein de l'Assemblée nationale, soit par des mesures discriminatoires à l'encontre des opposants. Si nous passons les mois qui restent avant le scrutin à débattre de questions de forme (comme le droit d'exprimer son opinion ou le droit de se réunir) au lieu de nous concentrer sur les questions de fond, l'élu, quel qu'il soit, n'aura pas de véritable légitimité électorale.

Antananarivo, 7 avril 2018

SeFaFi

SEHATRA FANARAHAMASO NY FIAINAM-PIRENENA

Observatoire de la Vie Publique

Lot III M 33 K Andrefan'Ambohijanahary, Antananarivo 101

Email : sefafi@gmail.com

Taorian'ny barofon-dalàna, ho barofom-pifidianana ve ?

Maro tamin'ny fifidianana natao teto amin'izao tontolo izao, tao ho ao, no tsy tena namela ny olom-pirenena hisafidy malalaka, ary efa tsy nisalasalana dieny mialoha ny vokatr'izy ireny. Toy izany ny tao Djibouti, ny tany Sina, ny tao Ejipta sy ny tany Rosia, raha tsy hiteny afa-tsy izay tena voaresaka an-gazety. Tany amin'ireny firenena ireny, ny kandidà teo amin'ny fitondrana dia nampiasa izay fomba rehetra azony natao mba hahalany azy indray : izy no kandidà tokana, nailika izay olona mety hifampitana aminy, nogiazana ny haino aman-jerim-panjakana, nasiana fehivavany ny fiarahamonim-pirenena voatondro ho «mpanohitra», namoronana raharaham-pitsarana ny mpifanandrina, namboamboarina ny lalàm-pifidianana ary nanaovana barofo ny raharaham-pifidianana rehetra. Ho an-dry zareo ireo sy ny fianakaviam-be iraisam-pirenena dia tsy misy afa-tsy ny taham-pahavitrihana sisa no eritreretina hakarina ho porofon'ny fankatoavana azy. Tsy ary ho voatanisa ny karazana tetika natao hisintomana ny olona handeha hifidy mba hahavitana an'io sy mba haha ara-dalàna ny fandresena. Santionany fotsiny ny fanomezana mofomamy sy kafe any amin'ny birao fandatsaham-bato any Rosia, ny fanerena mivantana ny olona handeha hifidy ataon'ny fitondrana any Ejipta, na ny fanomezana vola ho takalon'ny biletàn'ny mpifanandrina tsy narotsaka, aorian'ny fifidianana.

Omena lanjany manokana ny tahan'ny fandraisana anjara, na dia any amin'ny firenena anjakan'ny jadona aza, ho mariky ny maha ara-dalàna ny fifidianana. Mba tsara foana ihany mantsy eo imason'izao tontolo izao ny hoe fifidianana no nahazoana ny fitondrana - na dia mampisalasala aza ny tahan'ny vato azo – fa tsy fomba hafa. Mody asiana endrika demokrasia ihany, fa na dia ireo mpitondra jadona efa tsara toerana aza tsy afa-bela amin'izany. Afa-tsy ho an'ny firenena vitsy monja, toa an'i Korea Avaratra, i Erythrea, na ireo fanjakan'ny mpanjaka ao amin'ny Golfa, dia lalana tsy maintsy lalovan'ny mpitondra rehetra ny fifidianana na ny sarisarim-pifidianana.

Noho izany àry, ny olana mipetraka amintsika ankehitriny dia ny hoe fifidianana ara-dalàna tahaka ny inona no havoakan'ny fifidianana hataontsika amin'ny faran'ny taona. Tena ho fifidianana azo itokisana tokoa ve ? Tena ho afaka misafidy marina tokoa ve ny mpifidy ka fandaharana asa tena izy no ifotorany, sa izy tsy ho tonga hifidy ? Vata nosesehina biletà avy any amin'ny faritra lavitra any ve no hahazoana ny ara-dalàna, mba hanatrarana ilay fandraisana anjara 40% tsy maintsy enjehina, - izay mampiseho koa fa olom-pirenena 6 amin'ny 10 no tsy miraharaha izay hifidy ? Sa ny ara-dalàna dia ho azo avy amin'ny fikitikitihana ny voka-pifidianana alohan'ny hamoahana azy, noho izy tafahitsoka any amin'ny sampanan-dalana tsy ifankahitana namboarin'ny fitondrana ao amin'ny lalàna mifehy ny fifidianana ? Amin'izao ora anoratanay izao dia zary olana mampanahy mafy ny amin'ny hoavin'ny firenena io.

Ny faritry ny lalàna mifehy ny fifidianana

Manomboka hitan'ny olona izao ny fomba entin'ny solombavambahoaka manatontosa ny asany, noho ny fisian'ny teknoljia vaovao : mandany lalàna, ary manara-maso ny fiasan'ny governemanta. Mamirapiratra amin'ny tsy fahatongavany mivory foana ireo mpisolo tena ny vahoaka ireo, saingy mahazo hatrany ny tambin-karama sy ny tombontsoa isan-karazany fanome ny solombavambahoaka. Mba afaka nanantena ny olona fa hisy amin'izay fifanakalozana demokratika marina tamin'ny fotoana niadiana hevitra momba ny lalàm-pifidianana. Fa ny hitany teo amin'ny toeran'izay nantenainy ho faritry ny lalàna hifehy ny fifidianana hoavy dia tsy nisy afa-tsy ny kajikajy feno fitiavan-tenan'ny andaniny sy ny

an'an-kilany avy. Ny tena diso indrindra tamin'io dia ny governemanta izay tsy niraharaha ny toromarika sy ny fitakiana voarainy hatraiza hatraiza, indrindra avy amin'ny fiarahamonim-pirenena. Tsy fantany tsara ny tena herin'ny fahefany ka nihevitra izy fa tsy ho sahirana velively amin'ny fampandaniana ny lalàna hanamora ny fandresen'ny kandidàn'ny fitondrana. Izao anefa ny zava-misy : ny fomba nandaniana ireny lalàna ireny dia hampananosarotra izaitsizy ny hampisy fari-pifidianana ara-dalàna tsy azo lavina sy eken'ny rehetra, nefa dia izany no fepetra tsy maintsy fenoina voalohany raha tiana ho azo antoka ny voka-pifidianana.

Tena safidy marina tokoa

Ny lalàm-pifidianana hatramin'izay dia sady nametraka fepetra foana ny amin'ny filatsahan-kofidiana, no namela koa ny olom-pirenena hisafidy malalaka izay olona tiany hitondra azy, satria misy heloka na hadisoana mety hiafara amin'ny tsy fahazoan'ny olom-pirenena hifidy ka tsy ahazoany milatsaka hofidiana koa noho izany. Izany no mahatonga ny olona voaheloka ho nanohintohina ny fiainan'ny hafa, na nanodinkodina volam-bahoaka, hosakanan'ny lalàna tsy hahazo mirotsaka hifidiana ho filoha.

Misy betsaka amin'ireo izay milatsaka ho kandidà ho filoham-pirenena no voarohirohy amin'ireo heloka roa ireo. Misy anefa sasantsasany tsy mba nohelohina mihitsy ary ny sasany nahazo famotsoran-keloka tsimoramora tany. Iray ihany no voaheloka nefa tsy nanatrika ny didim-pitsarana, efa ho folo taona izay, ary mbola tsy nampahafantarina azy amin'ny fomba

ofisialy io didim-pitsarana io, hany izy ka tsy afaka mampiasa ny zony hampiakatra fitsarana mba hahazoana ny tena fanapahan-kevitra farany. Mampalahelo fa hamafisin'ny rijan-tenin'ny lalàm-pifidianana io daomy efa tampina io ka tsy hita intsony izay lalan-kovoahana ara-dalàna.

Sanatria tsy hiaro ny tsy maty manota na ny kajikajy politika mikendry ny hanilihana ny kandidà halako bika tsy tiako tarehy, fa aoka havela ny tsirairay hiaro ny zava-bitany ary hanolotra ny tetik'asany, dia avelao ny mpifidy no hanana no hanao ny safidy farany. Eritreritra mba mandeha ihany, fa raha tsy asiana fetrany mazava, angamba dia hahita kandidà ho filoha mihoatra ny 50 isika.

Fa raha ny mody hoe fampihavanam-pirenena no hanemorana indray ny fifidianana ka hanaovana tetezamita vaovao, dia fomba iray ahafahan'ny mpanao politika mandrombaka fahefana izany ary fanilihana fanindroany ny safidim-bahoaka.

Tsy ny fifidianana akory no maha demokrasia ny demokrasia, na izany aza anefa dia anisan'ny fototra iorenany izy na dia mbola lavitra aza ny lalana hahatongavana any amin'ilay fifidianana tena azo antoka. Tsy ho tafajoro ny demokrasia tena izy raha tsy voatsinjara tsara aloha ny fahefana, raha tsy tontosa an-tsakany sy an-davany ny fanapariaham-pitondrana, ary voahaja tsy misy fepetra ny zon'ny olombelona – fepetra voarakitra ao amin'ny Lalàmpanorenana sy ny lalàna velona eto amintsika daholo izany ! Saingy toy izay hikaon-doha hitady izay fomba hahatongavana amin'izany sy hisafidy izay fomba hanaovana ny fifidianana, dia aleo manodina ny sain'ny vahoaka hankany amin'ny fampisehona tena fanalana hamohamo mahonena atao ao amin'ny Antenimieram-pirenena, na aleo mandray fanapahan-kevitra hanilikilihana ny kandidà mpifanandrana. Raha ny endrika ivelany fotsiny (ohatra hoe ny zo hilaza hevitra, na ny zo hamory olona) no mbola handaniansika andro hodinihina mandritra ireto volana vitsivitsy

sisà mialoha ny fifidianana ireto, fa tsy hifantoka amin'ny tena votoatin-dresaka isika dia tsy ho lany ara-dalàna na oviana na oviana izay ho voafidy eo, na iza izy na iza.

Antananarivo, 7 aprily 2018